



PRÉFET DU HAUT-RHIN

Direction départementale de la cohésion
sociale et de la
protection des populations

Service de la Santé et de la Protection
Animales et de l'Environnement

u° 035

9177

ARRETE

n° 2011-270-1 du 26 septembre 2011

**portant autorisation d'exploiter un refuge et une fourrière pour animaux
à la Communauté d'Agglomération de Colmar
à Colmar**

LE PREFET DU HAUT RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment le titre 1er du livre V,
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 08/12/06 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations renfermant des chiens soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement,
- VU l'arrêté interpréfectoral du 27 novembre 2009, approuvant le Schéma Directeur de l'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin Meuse,
- VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin III Nappe Rhin, approuvé le 17 janvier 2005,
- VU le dossier de demande, déposé le 03 février 2011, par la Communauté d'Agglomération de Colmar,
- VU l'avis de l'autorité environnementale, en date du 21 avril 2011,
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise du 10 mai 2011 au 14 juin 2011,
- VU les avis exprimés lors de l'enquête publique et de l'enquête administrative,
- VU le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 16 août 2011,

VU l'avis du conseil départemental compétent en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, du 08 septembre 2011,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, sont de nature à prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

CONSIDERANT les évolutions techniques et réglementaires applicables à l'activité exercée,

APRES communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut Rhin,

ARRETE

TITRE I PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La Communauté d'Agglomération de Colmar est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à Colmar, un refuge et une fourrière pour animaux, présentant 71 places de chiens.

Article 1.1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Sans objet

Article 1.1.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 1.1.4 - Elevage IPPC

Non concerné

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique et désignation de l'activité	Régime	Effectif	Unité
2120 Etablissements d'élevage, vente, transit, garde, fourrières de chiens à l'exclusion des établissements de soins et de toilettage et des rassemblements occasionnels tels que foires, expositions et démonstrations canines 1 plus de 50 animaux (ne sont pris en compte que les chiens âgés de plus de quatre mois)	A	71	chiens

A : autorisation - D : déclaration - NC : non classé

Article 1.2.2 - Situation de l'établissement

Les bâtiments de l'installation classée sont localisés sur les parcelles suivantes :
à Colmar : section HI, parcelle 51.

Article 1.2.3 - Autres limites de l'autorisation

Sans objet

CHAPITRE 1.3 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 - DUREE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 - DEBUT D'EXPLOITATION, MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

Article 1.5.1 - Déclaration de début d'exploitation

En application de l'article 23-1 du décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et en application de l'article L.514-6, titre 1er du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, la Communauté d'Agglomération de Colmar devra adresser au préfet une déclaration de début d'exploitation, dès qu'auront été mis en place les aménagements et équipements permettant la mise en service effective de l'installation, tels qu'ils ont été précisés par l'arrêté d'autorisation.

Dès réception de la déclaration de début d'exploitation, le préfet transmettra un exemplaire à l'inspection des installations classées et un autre au maire de Colmar. Dans les quinze jours qui suivront la réception de la déclaration, le préfet fera publier aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le ou les départements intéressés, un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation. Dès réception, un exemplaire de la déclaration de début d'exploitation devra être affiché à la mairie de Colmar pendant un mois au moins. Le maire de Colmar devra dresser un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Article 1.5.2 - Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.3 - Equipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 1.5.5 - Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.6 - Cessation d'activité

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger, en particulier :

- * tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées,
- * les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

CHAPITRE 1.6 - GARANTIES FINANCIERES

Article 1.6.1 - Garanties financières

Non concerné

CHAPITRE 1.7 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Article 1.7.1 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Strasbourg :

- * par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié,
- * par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.8 - RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Article 1.8.1 - Généralités réglementaires

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 1.8.2 - Découvertes archéologiques

Toute découverte archéologique, quelle que soit sa nature (vestige, structure, objet, monnaie, ...), doit être signalée immédiatement au service compétent, soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie ou de la préfecture.

Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits.

TITRE II DEFINITIONS

Au sens du présent arrêté, on entend par installations :

- * les bâtiments d'élevage à savoir les locaux d'hébergement (boxes, niches,...), les locaux de quarantaine et d'infirmerie, les aires d'exercice en dur (type courette),
- * les parcs d'élevage à savoir les terrains dont la surface n'est pas étanche et servant de lieu de vie permanent, diurne et nocturne, aux animaux,
- * les annexes à savoir les parcs d'ébat et de travail, les locaux de préparation de la nourriture, les bâtiments de stockage de litière et d'aliments, le système d'assainissement des effluents (évacuation, stockage, traitement).

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- * habitation : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logement, pavillon, hôtel, ...),
- * local habituellement occupé par des tiers : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier, ...),
- * parc d'ébat : une aire dont la surface n'est pas étanche, où peuvent s'ébattre les animaux dans la journée,

- * parc de travail : une aire utilisée pour le dressage et/ou l'entraînement des animaux,
- * fumier : le mélange de déjections solides et de litières ayant subi un début de fermentation,
- * effluents : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les eaux usées issues de l'activité et des annexes (eaux de nettoyage notamment),
- * litière : couche de matériau isolant et absorbant, placée sur le sol, là où les animaux séjournent, et destinée à donner aux animaux une couche commode et saine, retenant les déjections,
- * eaux peu chargées : eaux de pluie ou de lavage ayant ruisselé sur les aires de vie en dur des chiens et ayant été débarrassées des matières solides (déjections, poils, restes de repas, ...).

TITRE III

IMPLANTATION ET AMENAGEMENTS DE L'INSTALLATION

CHAPITRE 3.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 - Exploitation des installations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- * limiter la consommation d'eau et de toute énergie en général, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- * la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- * prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

Les locaux et installations doivent être désinfectés au moins une fois par mois et obligatoirement dès qu'ils sont libérés des animaux. Tous les autres locaux ou installations fixes et tous les locaux où sont préparés la nourriture et l'abreuvement des animaux doivent être désinfectés au moins une fois par an. Le matériel mobile inutilisé sera entreposé dans un local annexe après avoir été parfaitement lavé, nettoyé et désinfecté.

La litière des animaux sera renouvelée au moins une fois par jour et les excréments enlevés chaque jour. Les niches et les murs seront lavés et désodorisés chaque jour.

L'alimentation des animaux sera préparée à mesure des besoins et distribuée au moins une fois par jour. Elle devra être parfaitement saine et reconnue propre à la consommation animale. Il ne sera pas conservé d'aliments corrompus dans l'établissement ou dans ses annexes. Les animaux disposeront d'eau à volonté, renouvelée régulièrement et au minimum une fois par jour. L'eau utilisée devra être potable.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 3.2 - PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

Article 3.2.1 - Périmètre d'éloignement

Les bâtiments et les parcs d'élevage ainsi que leurs annexes sont implantés :

- * à au moins 300 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers,
- * à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau,
- * à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages,
- * à au moins 500 mètres en amont des piscicultures. Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet.

En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées ci-dessus peuvent être augmentées.

CHAPITRE 3.3 - REGLES D'AMENAGEMENT

Article 3.3.1 - Règles d'aménagement

Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

Les courettes individuelles ont une surface de 12 m² par chien et leurs clôtures une hauteur de deux mètres. Ils comportent une zone ombragée.

Les murs et cloisons de tous les locaux renfermant des animaux sont revêtus de matériaux imperméables, durs, résistants aux chocs et à surface lisse, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée. Cette hauteur n'est pas inférieure à deux mètres. Le reste de leur étendu et les plafonds sont revêtus d'un enduit lisse et lavable, de couleur claire.

Les niches dans lesquelles seront placés les animaux seront construites en matériaux durs (bois), résistants aux chocs, démontable, faciles à nettoyer et à désinfecter. Elles seront surélevées de dix centimètres par rapport au sol.

Les animaux malades devront être isolés dans des locaux spéciaux réservés à cet usage.

CHAPITRE 3.4 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 3.4.1 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer son installation dans le paysage.

Les abords des bâtiments d'élevage et des annexes seront aménagés conformément aux plans et dossiers joints à la demande d'autorisation.

L'installation et ses abords sont maintenus propres et entretenus en permanence. En particulier, les différents déchets seront évacués dans des circuits appropriés ou stockés afin de ne pas nuire au voisinage.

Les émissaires de rejet ainsi que leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

Les accès et voies de circulation au sein de l'installation sont au moins empierrés afin qu'aucun boursier ne puisse se produire.

CHAPITRE 3.5 - IMPLANTATION

Article 3.5.1 - Règles générales

Les dispositions prévues dans l'arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques sont rendues applicables à l'installation visée par le présent arrêté. Les fondations des différents bâtiments et ouvrages sont calculées de façon à prévenir tout danger d'affaissement ou de fissuration.

Pour faire face au risque d'inondation, les installations et constructions sont réalisées en dehors de la zone inondable avec une cote de plancher située à + 0,50 m au dessus des plus hautes eaux (crue centennale) et des mesures particulières seront prises dès la mise en route des installations afin d'assurer la sécurité des personnes présentes sur le site et la mise en sécurité du en cas d'alerte vis à vis d'un risque d'inondation susceptible de dépasser le niveau centennal.

CHAPITRE 3.6 - LUTTE CONTRE LES NUISIBLES

Article 3.6.1 - Lutte contre les nuisibles

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

CHAPITRE 3.7 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 3.7.1 - Incidents ou accidents

Tout accident ou incident survenu du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, doit être déclaré sans délai à l'inspecteur des installations classées.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis dans un délai de quinze jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.8 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 3.8.1 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- * le dossier de demande d'autorisation initial,
- * les plans tenus à jour,
- * les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- * les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, ...),

* tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum cinq ans. Les documents peuvent être informatisés.

TITRE IV SECURITE ET PREVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 4.1 - PRINCIPES DIRECTEURS

Article 4.1.1 - Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Article 4.1.2 - Définition des zones de danger

L'exploitant détermine les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son installation. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

Les zones de risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible d'apparaître.

Ces risques sont signalés sur le site.

CHAPITRE 4.2 - INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 4.2.1 - Enceinte et surveillance du site

Afin de contrôler l'accès au site et de prévenir la fuite des animaux, l'installation est entourée d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur de deux mètres minimum. Une surveillance de l'installation est assurée, soit par un gardiennage, soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes. L'exploitant rédige une procédure quant à la surveillance de son établissement.

En cas de gardiennage par du personnel, ce dernier est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.

L'installation disposera d'un éclairage nocturne de sécurité sur l'ensemble du site.

Article 4.2.2 - Infrastructures et installations

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. Elle est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés.

Les voies d'accès et de circulation sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Les voies d'accès et de circulation sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement. En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

Article 4.2.3 - Règles de construction

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe feu, couverture, sols et planchers hauts incombustibles, portes pare flamme, ...) adaptés aux risques encourus.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toute circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles. Les salles de commande et de contrôle sont conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus, ainsi que ceux liés à la conception des salles de commande et de contrôle.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. Sauf contre indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation.

Article 4.2.4 - Incendie

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques.

1. Protection externe

La défense contre l'incendie est à dimensionner selon la plus grande surface des locaux représentant le potentiel calorifique le plus important et non recoupé par des parois coupe feu de degré deux heures.

Un débit d'eau en incendie de 60 m³/heure pendant deux heures consécutives doit être maintenu en bon état de marche et assuré, à partir des réserves des salles d'escrime et des installations de tennis proches.

L'accord du SDIS sur le dispositif d'approvisionnement en eau incendie sera sollicité par l'exploitant dans un délai de un mois après la mise en service de l'installation. Cet avis sera transmis pour information à l'inspecteur des installations classées dans un délai de trois mois. En cas de désaccord, l'exploitant trouvera un autre dispositif d'approvisionnement en eau incendie.

2. Protection interne

La protection interne contre l'incendie est assurée au minimum par un extincteur polyvalent portatif par bâtiment.

Elle comporte au moins :

- * un extincteur polyvalent portatif à poudre de 6 kg, localisé, si besoin est, à proximité du stockage de gasoil, en précisant « ne pas se servir sur flamme gaz »,
- * un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kg, localisé à proximité des armoires ou locaux électriques.

Ces extincteurs font l'objet de vérifications périodiques, au moins une fois par an, conformément à la réglementation en vigueur.

3. Plan d'intervention et affichage des consignes

L'exploitant établit un plan d'intervention en cas de sinistre, actualisé tous les trois ans, qui comporte notamment les modalités d'alerte, les modalités d'intervention du personnel affecté, les moyens d'intervention, et, le cas échéant, les modalités d'évacuation.

Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles sont interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant.

Doivent être affichés à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- * le numéro d'appel téléphonique des sapeurs pompiers : 18,
 - * le numéro d'appel téléphonique de la gendarmerie : 17,
 - * le numéro d'appel téléphonique du SAMU : 15,
 - * le numéro d'appel téléphonique des secours à partir d'un téléphone mobile : 112,
- ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

Article 4.2.5 - Installations techniques

Les installations techniques sont réalisées, maintenues en bon état et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations électriques sont contrôlées au moins une fois par an par un technicien compétent.

Article 4.2.6 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

CHAPITRE 4.3 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 4.3.1 - Organisation de l'établissement

Une note de procédure doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.2 - Capacités de rétention

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident, déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, le fuel et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

La disposition qui suit ne s'applique pas aux ouvrages de stockage des effluents.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- * 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- * 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- * dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- * dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- * dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque cette dernière est inférieure à 800 litres.

Article 4.3.3 - Etanchéité des dispositifs de rétention

Les dispositifs de rétention sont étanches aux produits qu'ils pourraient contenir. Ils résistent à l'action physique et chimique des fluides et peuvent être contrôlés à tout moment. Il en est de même pour leurs éventuels systèmes d'obturation qui sont maintenus fermés en permanence.

Article 4.3.4 - Règles de gestion des dispositifs de rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Article 4.3.5 - Bassin de rétention des eaux d'incendie

Un bassin de rétention des eaux souillées d'incendie est mis en place sur le site, d'une capacité minimum de 120 m³. Ce bassin est équipé d'un système d'obturation afin de retenir les eaux susceptibles d'être polluées ou les eaux souillées d'extinction d'un incendie en vue d'un éventuel traitement, avec ou sans rejet dans le milieu naturel, après analyses.

<p style="text-align: center;">TITRE V PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES GESTION DES EFFLUENTS</p>

CHAPITRE 5.1 - PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 5.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

L'alimentation en eau de l'établissement est assurée par le réseau public d'adduction d'eau.

Un compteur d'eau volumétrique doit être présent sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

La périodicité des relevés des consommations d'eau est fixée, au minimum, à un an.

Toutes les dispositions sont à prendre pour limiter la consommation d'eau.

Article 5.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Des systèmes de disconnexion sont installés en amont des circuits techniques non alimentaires afin d'éviter tout risque de retour d'eau polluée dans le milieu naturel et/ou le réseau public d'eau potable. Ces équipements doivent être conçus et entretenus conformément aux normes techniques de l'AFNOR.

CHAPITRE 5.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES

Article 5.2.1 - Gestion des eaux pluviales

Les eaux de pluie provenant des toitures ne doivent en aucun cas être mélangées aux effluents ni rejetées sur les aires d'exercice. Les eaux de pluie sont collectées par des gouttières ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel, par infiltration, ou un réseau particulier.

CHAPITRE 5.3 - GESTION ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Article 5.3.1 - Dispositions générales

Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles est strictement interdit. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes ainsi que les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires imperméabilisées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers l'installation de traitement des eaux résiduelles ou des effluents.

Article 5.3.2 - Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections produits sur l'installation.

L'exploitant est capable d'apprécier annuellement les quantités générées par ses activités.

Article 5.3.3 - Gestion des ouvrages de prétraitement et/ou de stockage

Sans objet

Article 5.3.4 - Canalisations

Les canalisations de collecte et de transport des effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles peuvent contenir.

Les canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux de canalisations, positionnant les points de prélèvement et les points de rejet est établi par l'exploitant. Il est régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. IL est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 5.3.5 - Stockage de certains effluents

Pour pallier toute panne de l'installation de traitement des effluents, l'installation dispose de bassins de sécurité étanches qui permettent de stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation de traitement.

Article 5.3.6 - Traitement des effluents

Les effluents de l'élevage sont dirigés vers une station de traitement spécifique.

Le niveau de traitement minimal est fixé à l'article 5.3.12.

Article 5.3.7 - Entretien et conduite de l'installation de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 5.3.8 - Localisation des points de rejet

Les différents points de rejet des eaux non souillées, collectées au niveau des différentes emprises liées à l'activité de l'exploitation qu'il s'agisse des eaux pluviales collectées par les toitures des bâtiments, des eaux pluviales collectées au niveau des voies de circulation, des eaux drainées sous les ouvrages de stockage sont connus de l'exploitant et répertoriés sur un plan tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 5.3.9 - Conception, aménagement et équipement des points de rejet

Les dispositifs de rejet des eaux non souillées dans le milieu naturel sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des eaux dans le milieu récepteur. En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service compétent.

Chaque point de rejet est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux points de rejet.

Article 5.3.10 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les eaux rejetées doivent être exemptes

- * de matières flottantes,
- * de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- * de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les eaux rejetées doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- * température inférieure à 30°C
- * pH compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- * couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

Article 5.3.11 - Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 5.3.12 - Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

L'exploitant est tenu de respecter, avant infiltration des eaux résiduaires traitées dans le milieu récepteur, les valeurs limites définies ci après :

- * débit de référence maximal : 1.800 m³
- * débit de référence moyen journalier : 5 m³/j

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	30	0,150
DCO	50	0,250
DBO ₅	15	0,075
Azote global	10	0,050
Phosphore total	2	0,010
Hydrocarbures totaux	0	0,000

Article 5.3.13 - Valeurs limites d'émission des eaux vannes

Les eaux vannes sont traitées et évacuées conformément à la réglementation sanitaire en vigueur.

Article 5.3.14 – Piézomètres de contrôle

L'exploitant installera des piézomètres de contrôle permettant le prélèvement des eaux souterraines, d'une part en aval du site dans le sens d'écoulement de la nappe phréatique, d'autre part en aval du champ d'infiltration des eaux résiduaires.

TITRE VI

PREVENTION DE LA POLLUTION ET DES NUISANCES ATMOSPHERIQUES

CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 6.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais incendie et des mesures de prophylaxie, mises en oeuvre par les services vétérinaires compétents.

CHAPITRE 6.2 - ODEURS ET GAZ

Article 6.2.1 - Odeurs et gaz

Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobiose dans la station de traitement des effluents.

Si l'exploitant met en oeuvre un traitement destiné à atténuer les nuisances olfactives par utilisation d'un produit à action bactériologique ou enzymatique celui-ci sera utilisé conformément aux recommandations du fabricant (fréquence d'utilisation, dose). Ces recommandations, de même que les justificatifs comptables relatifs à l'achat du produit désodorisant sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

CHAPITRE 6.3 - EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Article 6.3.1 - Emissions et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses.

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées. Des écrans de végétation sont mis en place si la configuration des lieux le permet. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles ci.

TITRE VII GESTION DES DECHETS

CHAPITRE 7.1 - GESTION DES DECHETS

Principes généraux

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Afin d'assurer une bonne élimination des déchets, l'exploitant doit organiser la gestion de ses déchets de façon à :

- * limiter les transports en distance et en volume,
- * trier, réemployer, recycler ou réaliser toute autre action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- * choisir la filière d'élimination ayant le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable.

Article 7.1.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter le flux de production.

Article 7.1.2 - Nature des déchets

Les déchets générés par l'établissement sont constitués de :

- * déchets industriels banals (DIB) s'agissant essentiellement de papiers, de cartons, de plastiques et de déchets alimentaires,
- * de déchets Industriels spéciaux (DIS) qui se limiteront aux déchets de soin, aux bidons de produits techniques d'entretien, aux piles
- * de déchets organiques.

Article 7.1.3 - Tri des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret n° 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les déchets organiques (excréments de chiens) seront évacués lors du nettoyage des courettes, dans le réseau des eaux usées.

Article 7.1.4 - Stockage des déchets

Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages, les déchets de soins vétérinaires et les contenants de produits techniques, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, ...) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité trimestrielle produite sauf pour l'une des situations suivantes :

- * en cas de situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement et pour laquelle l'exploitant avertira l'inspecteur des installations classées,
- * pour les déchets générés en faible quantité, à savoir moins de 500 kg par an,
- * pour les déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques.

En tout état de cause, le délai de stockage ne dépassera pas un an.

Les déchets industriels banals seront stockés dans des conteneurs destinés à recueillir séparément les déchets secs valorisables et les déchets humides. Les conteneurs contenant des déchets générateurs de nuisances sont couverts ou placés à l'abri des pluies. Les conteneurs pleins ne doivent pas rester plus de quinze jours sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière d'élimination.

Toutes précautions sont prises pour que :

- * les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz,
- * il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- * les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet.

Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître les dits déchets.

Les déchets ne peuvent être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois.

Article 7.1.5 - Traitement des déchets

L'exploitant fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Les déchets spécifiques tels que matériel de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont entreposés et éliminés conformément au code de la santé, article R.1335-1 à R.1335-14 et aux arrêtés techniques du 7 septembre 1999 relatifs aux modalités d'entreposage et d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite, notamment le brûlage à l'air libre.

Article 7.1.6 - Contrôle du traitement des déchets

Conformément à l'arrêté du 7 juillet 2005, pour chaque enlèvement les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques, ...) :

- * origine et dénomination du déchet,
- * quantité enlevée,
- * date d'enlèvement,
- * nom de la société de ramassage ou le numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- * destination du déchet ou coordonnées de l'éliminateur,
- * nature de l'élimination effectuée.

Conformément à l'article 2 du décret du 30 mai 2005, l'exploitant tient à disposition de l'inspecteur des installations classées, le registre chronologique de la production, du stockage temporaire et de l'expédition des déchets. Ce registre doit être conservé au moins trois ans.

L'exploitant établit un bilan annuel concernant sa production et le traitement de ses déchets.

Article 7.1.7 - Cas particuliers des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit sauf en cas de force majeure déterminé par les services vétérinaires compétents.

TITRE VIII PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 8.1 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 8.1.1 - Principes généraux

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Article 8.1.2 - Valeurs limites

Les niveaux de bruit sont déterminés dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. L'éventuelle mesure des émissions sonores de l'installation sera faite selon la méthode fixée à l'annexe du dit arrêté.

Les niveaux admissibles en limites de propriété de l'installation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour (07h00 à 22h00, sauf dimanche et jours fériés) et 60 dB(A) pour la période de nuit (22h00 à 07h00 ainsi que les dimanches et jours fériés) sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'émergence est définie comme étant : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant, l'établissement étant en fonctionnement, et du bruit résiduel, en l'absence de bruit généré par l'établissement.

Les zones à émergence réglementée concernent :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la délivrance de l'autorisation, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

* pour la période allant de 07h00 à 22h00

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Émergence maximale admissible en dB(A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

* pour la période allant de 22h00 à 07h00 : émergence maximale admissible : 3 dB(A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Toutes les précautions sont prises pour éviter aux animaux de voir directement la voie publique ou toute sollicitation régulière susceptible de provoquer des aboiements, à l'exclusion de celles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation.

Les animaux sont rentrés chaque nuit dans les bâtiments, ou enclos réservés.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.

Article 8.1.3 - Contrôles

Une étude acoustique, conforme à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, sera réalisée, aux frais de l'exploitant, par un organisme compétent ou une personne qualifiée, dans un délai de six mois après la mise en service de l'installation. Cette étude pourra conduire à modifier les niveaux limites de bruit indiqué ci-dessus.

Un contrôle de la situation acoustique pourra ensuite être effectué tous les trois ans, par un organisme compétent ou une personne qualifiée. Ce contrôle sera effectué par référence à la première étude acoustique in situ, évoquée ci-dessus, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

TITRE IX

SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 9.1.1 - Programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesures, de paramètres et de fréquences pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

CHAPITRE 9.2 - MODALITES DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 9.2.1 - Eaux résiduaires

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

Le point de rejet des effluents traités dans le milieu est unique et aménagé en vue de pouvoir procéder à des prélèvements et à des mesures de débit. Les mesures du débit et les analyses permettant de connaître la DCO, la DBO₅, les MES, le phosphore et l'azote global de l'effluent rejeté dans le milieu naturel sont réalisées aux frais de l'exploitant au minimum une fois par semestre.

Les résultats de ces analyses sont conservés cinq ans et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 9.2.2 - Boues de station d'épuration

Non concerné.

Article 9.2.3 - Analyses

Effluents : non concerné.

Eau d'alimentation : non concerné.

Article 9.2.4 - Cahier de suivi d'épandage

Non concerné.

Article 9.2.5 - Bilan de fonctionnement

Non concerné

Article 9.2.6 - Déclaration des émissions polluantes

Non concerné

CHAPITRE 9.3 - INTERPRETATION DES RESULTATS

Article 9.3.1 - Interprétation des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

TITRE X DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 10.1 - INFRACTIONS

Article 10.1.1 - Infractions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

CHAPITRE 10.2 - PUBLICITE

Article 10.2.1 - Publicité

Les mesures de publicité seront conformes à l'article R.512-49 du code de l'environnement.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Colmar et mise à disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le Haut Rhin.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en mairie de Colmar pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

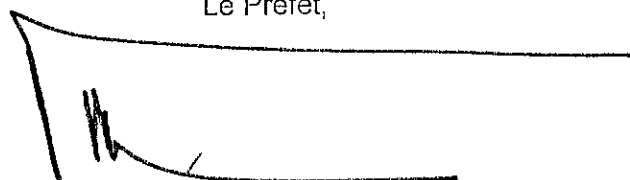
CHAPITRE 10.3 - APPLICATION

Article 10.3.1 - Application

Le secrétaire général de la préfecture du Haut Rhin, l'inspecteur des installations classées, les inspecteurs des services d'incendie et de secours, le maire de Colmar sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté d'Agglomération de Colmar.

Fait à Colmar, le 26 septembre 2011

Le Préfet,



Alain PERRET